

ici et ailleurs

# La pratique de l'IE en Algérie

## Réelle volonté de mise en œuvre ou effet de mode ?



UNE PARTIE DE LA DÉLÉGATION ALGÉRIENNE,  
AVEC DE GAUCHE À DROITE :  
DAHMANE YADADEN (PDG ENIEM)  
TARIK BOUSLAMA (PDG ALRIM)  
MOHAMED SEGHIR (AIR ALGÉRIE)  
AHMED DAMOU (A2T2)  
ABDELKADER DJEFLAT (PROF.UNIV.LILLE 1)  
MUSTAPHA BOUROUBI (VEIL-TECH)  
DJILALI BENMAHAD (SONATRACH)

Lorsque l'on m'a demandé mon point de vue sur la pratique de l'intelligence économique en Algérie, j'ai eu le même sentiment que dans le séminaire de formation sur la veille que j'anime régulièrement au profit de certaines entreprises et institutions algériennes. Un des modules de ce séminaire consiste justement à présenter les ressources algériennes sur le sujet et, il n'y a pas grand-chose à présenter si ce n'est de rappeler quelques

déclarations officielles, certaines rencontres sur le sujet et un master dont les résultats se font toujours attendre ; pour dire enfin que tout ceci reste au stade de vœux pieux. En effet ces dernières années il y a eu pas mal de bruit autour des concepts de veille et d'intelligence économique mais très peu d'actions concrètes.

Alors va-t-on déclarer l'absence de la pratique de l'intelligence économique en Algérie et s'arrêter là ? Certainement pas, et ceci pour plusieurs raisons.

D'abord, les quelques actions déjà entreprises peuvent constituer un début, la question reste de savoir si c'est le bon début qui mènera vers une pratique efficace et un développement de ces concepts, d'au-

Quels sont les atouts et les points faibles de l'Algérie dans l'économie de la connaissance ? C'est un peu un bilan de santé qu'Abdelkader Djeflat, professeur à l'Université Lille 1 et membre de la délégation algérienne présente à ICC, nous a livré. A ses côtés, Mustapha Bouroubi, consultant Veil-Tech et enseignant, se porte ici témoin à la fois d'une réelle complexité des défis et d'une volonté sincère de les relever.

tant qu'au regard de certaines expériences (tel qu'en France par exemple), il est tout à fait possible de rattraper le retard dans ce domaine.

La veille et l'intelligence économique sont des activités informationnelles, or toute institution ou entreprise s'informe naturellement (par la documentation par exemple), dans son domaine d'activité, sur son environnement. C'est déjà une forme de veille qu'on peut qualifier d'implicite, c'est à dire non organisée donc non efficace, le tout serait de la rendre explicite donc d'organiser la pratique de l'intelligence économique qui exige des actions volontaristes aussi bien au niveau de l'État que des entreprises ...

## Repères

### 2004

En Algérie c'est pratiquement depuis 2004 où est perçu un intérêt porté à la veille stratégique et l'intelligence économique dans le milieu académique d'abord et, à un degré moindre, au niveau de l'État et des entreprises par la suite.

Les quelques actions suivantes, qui caractérisent la situation actuelle de pratique de veille et d'intelligence économique, constituent-elles une réelle volonté politique de mise en œuvre ou un simple effet de mode ?

### 2006

En décembre 2006, l'intelligence économique est à l'ordre du jour d'un conseil du gouvernement qui, après l'avoir défini et reconnue la nécessité de sa pratique, invite les entreprises à la mettre en œuvre.

Dans cette définition limitée au recueil, exploitation et diffusion de l'information, n'apparaissent à aucun moment les actions à mener, leur aspect volontariste et leur caractère stratégique ainsi que le rôle primordial et indispensable des pouvoirs publics à promouvoir et aider à mettre en œuvre un tel concept.

### 2007

Dans la présentation de la stratégie industrielle lors de ses assises en février 2007 sur une centaine de pages, seules deux sont consacrées à l'intelligence économique dont la définition reste aussi, limitée au recueil, exploitation et diffusion de l'information qui est admise comme « matière 1ère stratégique pour la décision et le pilotage des entreprises ».

Sont définis par la suite des « instruments d'une politique d'intelligence économique qui sont :

- Les bases de données électroniques,
- La veille environnementale,
- Les études opérationnelles sur l'évolution et les changements qui façonnent le monde industriel,
- Le conseil en organisation et en conduite du changement ».

Dans ces deux cas, apparaît la faiblesse et l'insuffisance des définitions proposées qui démontrent une incapacité à mettre en œuvre et à développer le concept d'intelligence économique du fait de l'absence d'une politique sur le sujet.



## tendances

### La sensibilisation : une étape à ne pas rater

Quelques séminaires et rencontres (moins d'une dizaine et souvent restreints) ont été organisés depuis 2004 aboutissant à des recommandations restées sans suite, et pour cause ! Il est justement à noter que les milieux universitaires et de recherche scientifique n'ont été que très rarement invités à ces manifestations alors que leur participation est nécessaire pour donner une assise scientifique au traitement d'un tel sujet. Dans la majorité des cas les organisateurs avaient des objectifs lucratifs en cherchant à se positionner sur un marché porteur avec des motivations diverses qui ne sont pas forcément en faveur du développement de la pratique de l'intelligence économique en Algérie. Ont été surtout invités à ces séminaires des fournisseurs de solutions le plus souvent logiciels qui ne sont que des techniques qu'on utilise une fois le système fonctionnel.

Or la problématique de l'intelligence économique en Algérie est d'abord d'en adopter une politique volontariste, de l'inscrire dans la stratégie de développement économique du pays ensuite et enfin de lui définir une démarche de mise en œuvre. Au contraire, commencer par les outils techniques peut aboutir à l'effet inverse. C'est ce genre d'actions qui s'avèrent être le meilleur moyen de mener vers l'échec de la sensibilisation au sujet car on imagine bien la déception devant cet échec des acteurs économiques intéressés pour diverses raisons mais non encore convaincus. Et c'est un autre rendez vous avec le développement que l'Algérie risque de rater comme cela a été le cas avec le concept de "transfert de technologie" par exemple.

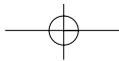
### Un milieu académique très frileux

Parmi les insuffisances, il ya aussi le manque d'intérêt porté par les milieux académiques avec pratiquement aucune implication de la recherche scientifique dans les études et le développement du concept. De toutes les universités, grandes écoles, écoles supérieures et instituts d'enseignement supérieur et de recherche que compte le pays seule l'UFC (Université de la Formation Continue), assure une formation en intelligence économique et a organisé récemment un séminaire sur ce thème. À savoir que dans l'enseignement supérieur, l'UFC est une université de second ordre, sans activité de recherche, chargée de compléter la formation universitaire de cadres souvent en cours du soir. Le reste des actions sont plutôt individuelles.

### Des pistes de progrès

Comme résultats concrets de l'ensemble de ces actions, quelques formations qualifiantes de veilleurs au profit de certaines institutions et entreprises (7 ou 8 au max) qui ont mis en place des cellules de veille et la création d'une direction générale de l'intelligence économique au niveau du Ministère de l'industrie.

Devant cette situation de faiblesse informationnelle, quelle sera la place réservée à l'Algérie dans un contexte de mondialisation, de compétitivité accrue et de passage à une société nouvelle appelée justement "société de l'information et de la communication" ? Dans cette société, la maîtrise de l'information dans une logique de veille stratégique et d'intelligence économique, est primordiale.



La troisième raison repose sur le passage à l'économie de marché qui s'est traduit par l'ouverture du marché algérien aux produits et investissements étrangers, la mondialisation, l'avènement de la société de l'information et de l'économie de la connaissance impose à l'économie algérienne (État et entreprises) une surveillance active de son environnement national et international par l'acquisition, l'exploitation et la diffusion de l'information.

### **LA VEILLE ET L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE S'IMPOSENT DONC COMME OUTIL DU DÉVELOPPEMENT.**

Nous savons que les activités de veille et d'intelligence économique sont basées sur deux concepts fondamentaux dont le développement a été extraordinairement rapide ces derniers temps. Le premier concept est l'environnement et son évolution qu'il faut surveiller en permanence pour en anticiper les menaces et les opportunités.

Le second est le concept d'information qu'il faut maîtriser car elle constitue aujourd'hui une véritable source de richesse donc de croissance. Il faut par conséquent organiser sa production et l'outil idéal pour cela est la mise en œuvre et le développement de systèmes de veille et d'intelligence économique.

### **NOS POINTS FAIBLES**

Si l'environnement national et international, imposé par la mondialisation, est bien pris en compte dans les efforts de développement de l'économie algérienne, c'est loin d'être le cas pour ce qui est du concept d'information.

Les principales faiblesses se situent au niveau :

- De la production et de l'utilisation de l'information qui restent très faibles et non organisées ni coordonnées d'où la quasi inexistence d'un système national d'information.
- De la culture informationnelle qu'exige la société d'aujourd'hui appelée à juste titre : société de l'information et de la communication.

Culture qui manque cruellement et qui se traduit par le fait que l'information n'est toujours pas considérée ni admise comme source de richesse et donc facteur de la croissance. A ceci, s'ajoute la forte persistance de la culture du secret et par conséquent la nécessité du partage de l'information n'est toujours pas admise.

### **FREIN AU DÉVELOPPEMENT DE LA CROISSANCE**

Ces faiblesses dans la gestion de l'information constituent un frein au développement et à la croissance. Par exemple un partenariat "gagnant-gagnant" est toujours difficilement admissible, c'est plutôt le principe des "vases communicants" qui domine.

Alors qu'il est aujourd'hui admis que la veille et l'intelligence économique constituent un outil incontournable de la croissance en permettant la maîtrise de l'information, la protection du patrimoine des entreprises et de l'économie nationale et les actions d'influence nécessaires, sa mise en œuvre exige une grande implication des pouvoirs publics par une politique volontariste dans le but de développer et d'appliquer le concept tant au niveau de l'État que des entreprises.

### **ORGANISER L'ACQUISITION, L'EXPLOITATION, LA DIFFUSION DE L'INFORMATION**

Le plus grand des besoins de l'économie nationale est donc un besoin d'information dont il faut organiser l'acquisition, l'exploitation et la diffusion. Il devient alors impératif de mettre en place et de développer les structures et surtout les mécanismes nécessaires à la maîtrise de toute l'information interne et externe.

Ce système permettra :

1. De provoquer les changements dans les comportements en matière de culture informationnelle en imposant pour son efficacité le partage de l'information et le réflexe de curiosité par exemple,
2. De satisfaire les besoins en informations exprimés et même non exprimés en y remédiant ainsi aux faiblesses d'une stratégie qui n'a pas été en mesure d'exprimer ses besoins.
3. D'imposer la remontée des informations y compris celles qui dérangent. Ce qui donne une meilleure visibilité à la stratégie essentiellement pour anticiper les menaces, car dans beaucoup d'organisations des responsables à tous les niveaux hésitent à transmettre les informations qui dérangent.

### **FORMER, UN IMPÉRATIF**

Le développement de la veille et de l'intelligence économique passe aussi par les structures de formation. Il est aujourd'hui admis que c'est une discipline et une spécialité à part entière.

La réflexion sur le concept lui-même, l'étude de conception des systèmes de veille stratégique dans les entreprises et d'intelligence économique au niveau national, la mise en place pratique du dispositif, les méthodes de son organisation et sa gestion, sont autant de thèmes de recherche auxquels la recherche scientifique s'intéresse de plus en plus pour satisfaire des besoins réels exprimés dans ce domaine par l'industrie et les administrations.

Le besoin d'information est donc très important qu'il soit exprimé ou non, parce que non maîtrisé. Ce besoin est satisfait par le volume et la qualité de l'information qu'il faut, mais le véritable problème réside dans la manière d'acquiescer, de traiter, d'exploiter, de diffuser et d'utiliser cette information, en d'autres termes d'organiser et de gérer tout le système de veille et d'intelligence économique. Pour résoudre ce problème scientifiquement par l'étude de méthodes d'organisation, de gestion et de mise en place de dispositifs de veille stratégique et d'intelligence économique, il est indispensable que dès à présent toutes les institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique s'intéressent à la formation et la recherche dans cette discipline.

Pour que cette action ait le maximum de chance de réussite, il est nécessaire de l'inscrire comme priorité dans la politique économique et de là dans la politique de l'éducation nationale.

MUSTAPHA BOUROUBI

UNIVERSITAIRE / UNIVERSITÉ D'ALGER

EXPERT I.E. / VEIL-TECH / ALGER

